

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20013 - 77ÈME ANNÉE

La gestion de l'épidémie creuse l'écart entre les classes sociales

Le coronavirus sépare deux mondes à La Réunion

Depuis l'importation du coronavirus à La Réunion en raison du refus des autorités compétentes d'empêcher la maladie d'entrer dans notre pays, la vie de beaucoup de Réunionnais a changé. Pour la majorité de la population, le port en permanence du masque et le respect des « gestes barrière » de la sortie du domicile au retour est devenu une réalité qui n'est pas celle des classes privilégiées. Le coronavirus favorise la séparation de deux mondes à La Réunion.

En mars 2020, les premiers cas de coronavirus ont été dénombrés à La Réunion. Les mesures prises à l'époque ont permis de juguler cette première épidémie. Mais le relâchement des restrictions de voyage au moment des grandes vacances en France ont favorisé le retour à un trafic de près de 30 vols par semaine en provenance des aéroports parisiens. Résultat : en août 2020, malgré le respect des consignes par la population, les Réunionnais ont été confrontés à la circulation du virus dans leur pays. Cette situation n'a pas cessé et la situation sanitaire ne cesse de s'aggraver.

Masque partout pour les pauvres...

Les mesures dites de « freinage »

rendent le port du masque obligatoire dans tous lieux publics et dans les transports collectifs. Elles ont complètement changé la vie de la majorité de la population, celle qui se situe sous le seuil de pauvreté ou juste au-dessus. Rappelons qu'à La Réunion, 30 % des familles n'ont pas de voiture. Elles constituent donc l'essentiel des usagers des transports collectifs. Le port du masque de la sortie du domicile au retour est donc une réalité quotidienne.

Prenons l'exemple d'une personne pauvre qui doit se rendre au CCAS. Le masque est obligatoire durant tout le voyage en bus. Les gares routières font d'ailleurs l'objet de descentes médiatisées pour vérifier que les masques sont bien portés. Une fois sur place au CCAS, il faut attendre parfois des heures sous le soleil ou la pluie qu'une place se libère dans la salle d'attente. Avant d'entrer, un agent veille à ce que chaque personne se lave bien les mains. Au moment du rendez-vous, une seule personne à la fois est admise dans le bureau. Elle doit s'asseoir sur une chaise posée derrière une ligne située à un mètre du bureau. A cela s'ajoute une vitre en plexiglas pour séparer le travailleur social de l'usager, tous deux masqués. Si elle veut faire des achats, là aussi le masque est obligatoire.

Le retour se fait dans les mêmes conditions que l'aller : masque obligatoire dans la rue, dans le bus, puis de l'arrêt de bus au domicile.

... et pas pour les autres

Pour une personne moins défavorisée, le transport s'effectue dans un véhicule personnel où le masque n'est pas obligatoire. Le masque n'est pas non plus obligatoire si la personne travaille seule dans un bureau, ou si elle a réussi à basculer en télétravail.

Le pouvoir d'achat de cette personne lui permet d'aller manger régulièrement au restaurant, où le port du masque en continu est impossible, et où les descentes médiatisées sont bien plus rares que dans les gares routières. A condition d'être vaccinée, elle peut donc accéder à tous ses lieux de loisir et cerise sur le gâteau, a même la possibilité de voyager dans des pays très contaminés comme en Europe, sur la foi d'un résultat négatif à un test de dépistage.

A part donc quelques contraintes marginales, l'épidémie de coronavirus n'a rien changé pour cet autre monde.

Pique-nique interdit, Sakifo autorisé

La séparation est également très marquée dans les activités de loisir. Pour le moment, le peuple réunionnais résiste à un des

aspects les plus cruels de la société de consommation capitaliste occidentale importée à La Réunion : l'abandon des personnes âgées dans des EHPAD par leurs enfants. A La Réunion, nombreux sont encore les Réunionnais à décider dans leur domicile entourés par plusieurs générations et leurs voisins. Cette résistance donne aux personnes âgées une place qu'elles n'ont plus en Occident et qui était valorisée par un rendez-vous hebdomadaire traditionnel : le pique-nique. C'était un moment de rencontre privilégié entre les générations, la rencontre entre les générations et la solidarité dans la préparation du repas. C'était aussi le moyen pour ces Réunionnais de sortir de l'ordinaire, en s'appropriant des lieux comme les plages ou les sites touristiques des Hauts. Mais pour lutter contre l'épidémie, les pique-niques sont interdits, ce qui prive la majorité des Réunionnais de ce moment essentiel.

Pendant ce temps, les autorités sanitaires ont autorisé le Grand Raid et le Sakifo. Ce sont des manifestations totem de loisirs occidentaux importés, où il faut payer un ticket d'entrée onéreux pour participer. Pour assister aux 3 jours de concert de Sakifo, il faut déboursier 85 euros et ajouter la nourriture et le transport. Ce n'est pas à la portée de beaucoup à La Réunion. Les organisateurs revendiquent 12.000 billets vendus. Ce sont donc des milliers de personnes venues faire la fête qui se concentrent sur une plage de Saint-Pierre avec la bénédiction des autorités sanitaires. En effet, pour ces dernières, il est plus risqué d'attraper le coronavirus en participant à un pique-nique fami-

lial qu'à un festival de musique regroupant des milliers de fêtards dans un petit espace.

Tout ceci montre bien comment le coronavirus est en train de sépa-

rer clairement deux mondes à La Réunion : les pauvres et les autres.

M.M.

La Possession la plus touchée par la COVID-19 à La Réunion : lien avec le pouvoir d'achat des habitants ?

Une ville où 83 % des familles ont au moins une voiture, 13 points de plus que la moyenne réunionnaise

En 1971, La Possession comptait moins de 10.000 habitants et était un regroupement de plusieurs villages espacés de plusieurs kilomètres. Sous l'impulsion d'une direction communiste, La Possession est devenue une ville agréable à vivre, ce qui a attiré de nombreux nouveaux résidents. En 2018, elle était peuplée de plus de 32.000 habitants.

Sa situation juste avant la route du littoral est stratégique. Elle a donc accueilli de plus en plus d'habitants ayant une activité à Saint-Denis, notamment des professions libérales, cadres supérieurs et employés. Ces classes sociales étaient attirées par un coût du logement moins élevé qu'à Saint-Denis. Selon l'INSEE, 83 % des familles déclaraient en 2018 avoir au moins une voiture. C'est 13 points de plus que la moyenne réunionnaise.

Cela souligne la forte croissance de la population s'est accompagnée d'un changement de sa composition de la population. En 2014, la liste conduite par Roland Robert a obtenu son record de voix depuis les élections de 1971. Cela n'a pas été suffisant pour compenser le vote en faveur d'une liste conduite par une candidate issue d'une classe sociale privilégiée, appartenant à la catégorie des 10 % les plus riches de La Réunion en termes de revenus mensuels.

Cette classe sociale qui a pris le pouvoir à La Possession dispose d'un pouvoir d'achat important pour se payer régulièrement des voyages en dehors de La Réunion ainsi que des activités sportives et culturelles. Dans un contexte de pandémie mondiale de coronavirus, ces activités sont toutes sources de transmission de la maladie.

Ceci rappelle aussi pourquoi à l'échelle du monde, les pays riches sont bien plus touchés par la pandémie que les autres. Car dans les pays pauvres, l'argent disponible ne permet pas de voyager, ne serait-ce qu'à l'intérieur d'un même pays, sauf pour des urgences. Ce qui limite la propagation du virus.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Le Comité spécial de la décolonisation de l'ONU convoqué pour l'occasion

ONU : le président du Congrès de Kanaky-Nouvelle Calédonie plaide pour le report du référendum



La délégation calédonienne à l'ONU a plaidé pour un report du troisième référendum en septembre 2022. Missionné par le bureau politique du FLNKS, Roch Wamytan a prononcé ce jeudi 10 décembre à New York, un discours devant le Comité spécial de la décolonisation de l'ONU, ou C24, tout particulièrement convoqué, selon ses collaborateurs.

Roch Wamytan, membre de l'Union calédonienne et président du Congrès de Kanaky-Nouvelle Calédonie a listé toutes les raisons pour lesquelles le Front a demandé le report du troisième référendum prévu dimanche : « le deuil traditionnel kanak », la circulation du virus, l'impossibilité de mener une bonne campagne en termes

d'organisation, ou encore « la détermination du président français, Emmanuel Macron, à en finir avec la question de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ».

Ainsi, pour Roch Wamytan, accompagné de Mickaël Forrest et Charles Wéa, « les résultats seront contestés, et considérés comme un “rubbish referendum” – que l'on pourrait traduire par « référendum bidon » – n'ayant aucune légitimité ».

« Sans le peuple autochtone ? »

« Le FLNKS considère que ce prochain référendum n'a pas une grande valeur, en termes de légitimité, car il ne sera pas reconnu

par le FLNKS » a déclaré le signataire de l'accord de Nouméa, devant la présidente du C24, Keisha Aniya McGuire.

Là encore, divers motifs sont mentionnés. Notamment : « Comment pouvez-vous organiser un référendum sans le peuple autochtone ? »

Le FLNKS considère, selon Roch Wamytan, « que les conditions de l'organisation du troisième référendum ne sont pas réellement réunies et demande instamment au gouvernement français de le reporter à septembre 2022 ». La délégation indépendantiste souhaite une aide de la communauté internationale dans cette requête. Ces représentants calédoniens annoncent avoir rencontré des membres de l'ONU et ambassadeurs afin d'échanger sur les enjeux du référendum.

Oté

Atipik : In kaz fé dsi l'sab, sa i tienbo pa d'bout inn tyork sa !

Mézami mwin la touzour antande dir in lékonomi dévlo pé sé in lékonomi bien diversifyé avèk in séktèr prodiktif bien misklé é malorozman sa la pa noute ka anou issi La Rényon, é shak foi l'Insee i sorte son bande shif épi son bande zanaliz ni apèrsoi, ané pou ané, moi pou moi, zour pou zour ni pran n oute distans par rapor noute dévlo man.

Atipik ! Oila kossa kissa ni lé, ala koman ni lé ! Nou lé atipik !

Lontan nou lété koloni é nou té oblizé soumète anou la loi Colbert : même in klou la koloni l'avé poin lo droi fé. ni doi fé sak la métropole i demande anou pou fé : èl l'avé bézoin kafé, nou la plante kafé. Kan èl l'avé bézoin dosik nou la plante kann é toute nout listoir la pass konmsa. Té i falé zésklav la mète demoune dann lésklavaz. L'avé bézoin zangazé l'ariv in ta avèk in paké emoune ésploita tayable é korvéab a mèrsi.

Zordi nou lé départman. Nou lé pi koloni. Kossa ni fé astère ? Ni kontinyé dévlo pe in lékonomi d'kontoir pars bande lobby la métroploe la bézoin avèk mission éspéssyal : transform larzan piblik an larzan privé é sa sé in n'afèr i marsh bien sof pou noute péi pars ni gingn pa dévlo pe son lékonomi. Nou lé frazil, nou lé dépendan é ni doi kontanrte anou d'ète konm ni lé.

Aprés kan i ariv in krize nou lé bien annuiyé : la guèr 39-45 é nou la pass mizèr. La krize monétère é sa lété bien difissil pou nou. Krize sanitère é nou lé pri dan la min korbo. La krize, Sé in révèklatère noute karaktère atipik, noute dépendanss, noute fraziité.

La prèv ké noute lékonomi na poin in baze solide, lé trépé diversifyé, trépé dévlo pé. Noute kaz lé fé di l'sab é li tienbo pa d'boute inn tyork. Zoli an aparanss, mé fèb trazikman fèb. Atipik !

Justin